

**Israël - Territoires palestiniens -  
Réponse de M. Edouard Philippe,  
Premier ministre, à une question  
d'actualité au gouvernement au  
Sénat**

(Paris, 15 mai 2018)

Monsieur le Sénateur,

La journée d'hier à Gaza a été la plus meurtrière depuis 2014, avec près de 60 morts, dont des mineurs, et près de 2 700 blessés, dont beaucoup par balles.

La France condamne évidemment et sans aucune ambiguïté ces violences. En effet, si nous sommes sans aucune ambiguïté attachés à la sécurité d'Israël, nous ne pouvons pas accepter un tel niveau de violence face au droit fondamental des Palestiniens à manifester pacifiquement.

La politique de la France est connue ; elle est ancienne. Elle a pour objectif la coexistence de deux Etats, Israël et la Palestine, vivant dans la paix et dans la sécurité au sein de frontières reconnues, avec Jérusalem pour capitale commune. C'est ce que dit le droit ; c'est la ligne défendue par la France.

Dès hier, le président de la République et le ministre de l'Europe et des affaires étrangères ont rappelé la position de la France et multiplié les contacts avec le roi de Jordanie, avec le président Abbas et, aujourd'hui, avec le Premier ministre israélien.

Plus largement, le président de la République, dans la continuité de ce qu'il défend constamment depuis son élection, souhaite discuter avec l'ensemble des parties pour essayer de faire prévaloir la ligne que je viens de rappeler, celle du droit, sur laquelle pourra se construire une solution durable. Le Conseil européen qui s'ouvrira ce soir à Sofia permettra de réaffirmer l'attachement non seulement de la France, mais de l'ensemble des pays de l'Union européenne, à cette ligne.

Vous le savez, c'est la décision unilatérale prise par les Etats-Unis de transférer leur ambassade à Jérusalem qui a déclenché ces événements. Nous sommes en complet désaccord avec cette décision, à la fois sur le fond, sur la méthode et sur l'opportunité. Nous considérons que cette décision n'apporte rien à la recherche de la solution durable que j'évoquais à l'instant.

Dans cette région traversée par des tensions très fortes peut-être plus encore qu'ailleurs, ce sont le respect du droit, la recherche du multilatéralisme, le souci de tenir une ligne politique ferme et prévisible par l'ensemble des parties qui doivent permettre d'avancer dans la direction que je

viens de décrire./.

(Source : site Internet du Sénat)